



La levée du blocus étasunien contre Cuba est demandée en France



Paris, 7 juin (RHC)- Le président de l'Association Cuba Coopération, Víctor Fernández, a exigé au cours d'un colloque qui a eu lieu au siège du Parti Communiste Français, à Paris, la levée immédiate du blocus économique, financier et commercial que les États-Unis font subir à notre pays depuis plus de 50 ans déjà.

Au cours de la rencontre, plusieurs orateurs sont tombés d'accord sur le fait que le gouvernement français devrait adopter une position plus ferme face à l'amende de 10 milliards de dollars dont les autorités étasuniennes ont frappée la banque française BNP Paribas pour de présumés violations de lois extra-territoriales.

« La question est d'exiger la fin du blocus car il affecte le peuple cubain, mais il pénalise aussi les entreprises françaises et européennes qui veulent investir à Cuba » -a déclaré à l'agence de presse Prensa Latina le président de Cuba Coopération, Victor Fernandez.

Il a rappelé que l'organisation qu'il préside a été victime de cette politique injuste. Il a cité l'exemple du gel, par le Département du Trésor des États-Unis, d'un transfert effectué par la Maison Victor Hugo, de La Havane.

De son côté, Obey Ament, responsable pour l'Amérique Latine du Parti Communiste Français, a dénoncé le fait que depuis de longues années, des personnes et des entreprises françaises sont affectées par le caractère extra-territorial des lois étasuniennes. Il a ajouté à ce propos que les autorités devraient donner une réponse énergique et ne pas signer le traité de libre échange transatlantique, si une telle politique se maintient.

Pour sa part, l'avocate Sophie Thonon a rappelé que ce qui est arrivé à la BNP Paribas est la



conséquence de lois comme la Helms-Burton et la Torricelli par lesquelles les États-Unis appliquent leurs lois en dehors de leur territoire et violent le droit international.

L'année derrière, 188 pays ont voté contre cette politique à l'Assemblée Générale de l'ONU en adoptant une résolution qui souligne que le blocus étasunien est le principal obstacle pour le développement de Cuba.

Jusqu'à présent, le blocus a causé à notre pays des pertes estimées à un billion 157 milliards et 327 millions de dollars.